

## **La gauche face au piège libéral**

Il est vraiment difficile de faire comprendre à un jeune électeur que l'Europe politique tombe, pays après pays, dans les mains de gouvernements de droite, parfois en coalition avec l'extrême droite, sans inférer tacitement que celle-ci fut jadis aux mains de la gauche, et que l'Europe actuelle dans ce contexte, et en conséquence, n'est autre que le fruit de politiques publiques de gauche. Il est possible d'insister sur une Europe qui serait aujourd'hui encore plus à droite qu'elle ne l'était auparavant mais cet habillage idéologique de la réalité contemporaine ne peut que cacher maladroitement, et hypocritement, l'idée selon laquelle nous héritons aujourd'hui d'une Europe qui fut pendant longtemps aux mains de la gauche, avec le bilan amer et indigeste que cela implique, et surtout la difficulté de persuader l'électeur potentiel de miser à l'avenir sur le progressisme de gauche.

### **Une identité négative**

Le fait de savoir si les gauches européennes se sont contentées depuis des années de n'être qu'un frein plus ou moins mal huilé au libéralisme de droite mérite ici toute notre attention. Cette question nous intéresse moins pour vérifier la véracité de cette lutte active contre la dérégulation (de l'économie et de la redistribution) que pour réfléchir à l'efficacité d'une identité négative qui ne se définirait que dans son opposition à son contraire, par rapport à la droite, au libéralisme, au marché, etc. Nous ne pouvons en effet que rester perplexe devant les gauches qui ne se définissent que maladroitement vis-à-vis de l'économie de marché, cherchant un juste milieu entre régulation et dérégulation, libéralisme individuel et redistribution sociale, « société de marché ou économie de marché », etc. L'idée n'est pas nouvelle, mais si un syndicat peut légitimement se considérer comme un « coin enfoncé dans le mur du capitalisme <sup>1</sup> », un parti politique de gauche peut-il véritablement se contenter d'une position aussi fragile ? Position basée en définitive sur la lutte contre le programme politique de son adversaire tout en feignant d'en représenter la version humaine et sociale, identité négative par excellence.

### **Renouer avec l'Europe « d'en bas »**

L'identité négative de la gauche contemporaine n'est pas le fruit d'un choix délibéré, elle représente une alternative à l'impossible retour aux sources selon lequel un gouvernement de gauche, au risque de perdre son âme, ne peut orienter ses politiques publiques en fonction de la performance, de la rentabilité, du profit, du rendement et de la productivité. Retour aux sources qui ne consiste pas seulement à remettre « l'humain au centre » et à « reprendre les vieilles valeurs d'égalité et de solidarité », mais qui exige également, pour être justement à la

---

<sup>1</sup> Selon l'expression d'André Renard d'après Jacques Yerna. Voir le dossier consacré à Liège dans le numéro 22 de Politique (Janvier 2002, p.29).

source, de démontrer catégoriquement la charpente idéologique qui place le profit et la performance au sommet des valeurs de la société occidentale libérale. Valeurs dont la financiarisation de l'économie, le développement des inégalités, l'évaporation des pensions de millions de salariés et l'enrichissement vertigineux de certains individus (dont la fortune dépasse celle de certains pays) sont parmi les conséquences directes les plus terribles.

Plus personne n'oserait sérieusement venir aux réunions du G8 en affirmant une telle position. Plus personne n'a envie de se « griller » en répétant au rythme des conseils de ministres européens, que toutes ces questions de libéralisation de l'économie et de libre circulation des capitaux, des biens et des services ne sont pas prioritaires en l'absence d'un plan global visant le développement humain, l'harmonie sociale, la déconnexion progressive entre l'argent et le travail, etc. Ces questions qui sont au cœur de la différence entre une société qui privilégie l'homme et une société qui privilégie l'argent ne peuvent plus raisonnablement être posées aujourd'hui au niveau national, européen et encore moins au niveau international. Elles ne peuvent plus être énoncées car leur nature est par essence incompatible avec la façon dont le cadre général des négociations politiques contemporaines a été construit. L'imaginaire libéral, limité par sa propre logique, logique de profit et de rentabilité, ne permet pas, ne permet plus une telle énonciation. Une autre société est possible, évidemment qu'elle est possible ! Mais son projet ne peut plus techniquement être énoncé et développé dans les sphères de décisions. C'est ce qu'on compris les partisans de la troisième voie qui comme son nom l'indique est une voie autre que les voies de gauche et de droite, et qui n'a donc rien ou que très peu à voir avec ces dernières. C'est ce qui explique autant le succès de Bill Clinton et des New Democrats que la reconversion idéologique de Tony Blair et du New Labour, deux personnages sympathiques qui n'ont cependant que très peu à voir avec la gauche et qui lui font même du mal en vidant ses idéaux de leur substance.

### **Une gauche schizophrène**

Le « socialisme libéral », le libéralisme « soft », l'identité négative par défaut, l'impossible, l'irréalisable retour au source s'expriment et puisent leur énergie dans la schizophrénie objective et lucide des citoyens consommateurs contemporains qui subissent autant qu'ils n'entretiennent le système économique libéral et global qui caractérise les sociétés occidentales. Les plus chanceux d'entre eux (les classes moyennes et supérieures) participent, vénèrent et parfois tirent profit d'une logique dont ils souffrent simultanément au quotidien. Le citoyen schizophrène contemporain est conscient de l'absurdité du système dans lequel il vit, il en connaît la dimension fortement inégalitaire, concurrentielle et autodestructrice (la société de consommation de masse à l'échelle planétaire est un suicide collectif), tout en identifiant plus ou moins correctement, pour une partie d'entre eux, et avec une certaine lucidité faut-il le reconnaître, les moyens d'échapper au pire : vieillesse, maladie, chômage, exclusion, environnement dégradé, etc. La logique libérale n'est pas la panacée mais il accepte de jouer le jeu. L'ascenseur social ne possède-t-il pas au moins deux directions ?

Cette logique que Marc Jacquemain qualifiait de capitalisme opportuniste<sup>2</sup>, capitalisme qui offre à certaines catégories de travailleurs des opportunités à la mesure des risques qui les accompagnent, cette logique participe de façon radicale à la création, au maintien et à l'entretien de l'identité négative de la gauche contemporaine, identité qui paraît tragiquement inévitable dans une économie de marché.

## **La dictature de l'opinion**

L'identité négative encouragée par la puissante logique schizophrène du capitalisme opportuniste s'affiche à travers des canaux bien particuliers qui possèdent leur propre logique et leurs propres limites quant à ce qui est formulable dans les colonnes des journaux et les caméras de télévision. En effet, le contexte libéral qui domine les médias privés et anime les décisions des médias publics, (parts de marché, logique de l'audimat, concurrence féroce, rentabilité obligatoire, profit des actionnaires, pression des annonceurs, etc.), le contexte libéral rend quasiment impossible l'émission de projets et de propositions politiques qui remettent partiellement ou radicalement en cause les valeurs dominantes de notre société. Il impose en quelque sorte un cadre sémantique restreint, réduit à une maigre opposition entre libéralisme « soft » et libéralisme « hard », entre « socialisme libéral » et « libéralisme social ». Il privilégie de cette façon le « régime de l'opinion <sup>3</sup> », cette parodie de démocratie directe et permanente, où les dés sont pipés, les choix limités et les enjeux compartimentés d'avance, où les idées politiques sont réduites à ce qui est audible d'un point de vue strictement libéral. Ce faux pluralisme, ce faux référendum permanent soi-disant démocratique empêche dans les faits toute énonciation et approbation de projets et d'actes politiques réfléchis, établis dans une vision à long terme, préparés dans le calme et la consultation. Quelles que soient sa nature et sa force, son intelligence et son originalité, un projet politique radical ne peut échapper dans les faits à la « basse campagne » qui caractérise la compétition médiatique et électorale contemporaine<sup>4</sup>, conséquence de l'élargissement de la logique libérale aux médias et à la politique lorsqu'elle se fait à la télévision.

## **Sortir du piège libéral**

Entre une gauche « révolutionnaire », « anticapitaliste » et utopiste, et une gauche « libérale », incapable de se définir autrement qu'en proposant de tempérer l'énergie de la droite libérale, conservatrice ou xénophobe, il semble difficile de trouver une issue politique autre que la

---

<sup>2</sup> Jacquemain M., « Le capitalisme opportuniste » in Beaufays J. et Delnoy P., (2000), *Pour la démocratie. Contre l'extrémisme liberticide*, Liège : Editions de l'université de Liège, p.55 et 56.

<sup>3</sup> L'expression est de Jacques Julliard. Ce dernier évoque la toute-puissance du « régime de l'opinion » et oublie de préciser que sa tribune hebdomadaire est publiée dans un des principaux médias qui fabriquent justement l'opinion (*Le Nouvel Observateur*, 20-26 Juin 2002, p.43).

<sup>4</sup> D'après le titre du dernier ouvrage du rédacteur en chef du *Canard enchaîné* « En basse campagne », écrit en collaboration avec Stéphanie Mesnier (Grasset, 2002, 176p.). Les auteurs y décrivent les aspects les plus violents et les plus inattendus du combat Chirac-Jospin lors des élections présidentielles de mai 2002.

mascarade des partisans d'Anthony Giddens et de sa toujours très à la mode « Troisième voie<sup>5</sup> ».

Et pourtant, il devrait être possible de revenir sur la différence entre une société qui privilégie l'homme et une société qui privilégie l'argent. Différence réelle que les Français « d'en bas » n'ont pas voulu voir et que les électeurs belges pourraient également ignorer lors des prochaines échéances électorales. Il devrait être possible de stigmatiser sans égard ni délicatesse la différence entre des pays comme la Belgique, la France ou l'Allemagne et le Royaume-Uni ou bien pire encore les Etats-Unis, en termes de sécurité et de bien-être, en termes de protection de l'individu au niveau de sa santé, de sa qualité de vie, de ses droits, etc.

Il devrait être possible de révéler au grand jour la nature réelle du monde dans lequel nous nous sommes enfermés, et de faire comprendre du même coup à la majorité des Européens qu'une Europe sociale est véritablement notre seul et unique intérêt, une Europe fondamentalement sociale et autonome, c'est-à-dire fondamentalement différente et indépendante des Etats-Unis.

**Jérôme Jamin**

Cet article a initialement été publié dans le numéro 26 (Octobre 2002) de *Politique revue de débats*

---

<sup>5</sup> Les textes de Giddens et de Blair sur la Troisième voie ont été traduits en français et réunis cette année dans Giddens A. et Blair T., (2002), *La Troisième voie, le renouveau de la social-démocratie*, Paris : Seuil.